

GRÈCE, QUELS ENJEUX APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ?

Elisabeth Humbert-Dorf Müller*

* Grecque-Allemande,
Consultante, spécialiste de
l'espace germanophone

La décision d'Antonis Samaras, Premier ministre grec entre juin 2012 et janvier 2015, d'anticiper l'élection présidentielle de quelques mois déclenche une alternance comme le pays n'en a jamais connue.

En effet, le mandat du président Karolos Papoulias s'achevait en mars 2015, mais l'élection d'un nouveau président aurait nécessité une majorité des deux tiers à la « Vouli », le parlement grec. La fonction de président est essentiellement honorifique, mais Samaras pressentait qu'une majorité élargie lui ferait défaut. Sa tentative s'explique ainsi par le fait que des mesures de restriction économiques et sociales supplémentaires demandée par la Troïka dans le cadre de la mise en place des deux plans de sauvetage auraient vraisemblablement ébranlé sa majorité parlementaire.

Il a donc pris les devants, et a proposé comme candidat à la présidence Stavros Dimas, ministre à plusieurs reprises de gouvernements conservateurs et ancien commissaire européen (2004-2010). Ce candidat n'avait aucune chance d'obtenir les deux tiers nécessaires avec une opposition emmenée par SYRIZA qui réclamait des élections anticipées depuis longtemps. L'échec de cette élection s'est donc conclu par la dissolution de la Vouli le 29 décembre 2014.

Les élections législatives ont eu lieu le 25 janvier. Alors que la plupart des sondages prévoient que SYRIZA serait en tête, devançant la Nouvelle Démocratie (ND) de Samaras de 3 à 4 points, tandis que le leader de SYRIZA, Alexis Tsipras, prévoyait une majorité absolue pour son parti, les résultats montrent que SYRIZA a pu considérablement élargir son avance par rapport aux sondages, sans toutefois obtenir cette majorité absolue que souhaitait Tsipras :

GRÈCE, QUELS ENJEUX APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ?

Résultats des élections législatives du 25 janvier 2015

Participation : 63,87% (le vote est obligatoire)

Partis politiques	Nombre de voix	% des voix obtenus	Nombre de sièges
Coalition de la gauche radicale (SYRIZA)	2 245 533	36,34	149
Nouvelle Démocratie (ND)	1 718 421	27,81	76
Aube dorée (XA)	388 383	6,28	17
To Potami	373 793	6,05	17
Parti communiste grec (KKE)	338 047	5,47	15
Parti des Grecs indépendants (ANEL)	293 327	4,75	13
Mouvement socialiste panhellénique (PASOK)	289 382	4,68	13
Autres	533 003	8,62	0

Source : d'après le ministère de l'Intérieur grec :

Le parti qui arrive en tête bénéficie d'un bonus de 50 sièges (sur les 300), afin de faciliter la constitution d'une majorité parlementaire. Ainsi, SYRIZA manque de peu la majorité de 151 avec un résultat de 36.3%. La ND sauve les meubles avec 27.8%, ce qui confirme la stabilité d'un électorat conservateur qui est *a priori* moins touché par la crise. En revanche, le PASOK, parti social-démocrate membre du Parti Socialiste Européen, s'effondre littéralement, avec un résultat de 4.7%, ce qui en fait le plus petit parti présent à la Vouli. La gauche radicale a clairement supplanté la social-démocratie dans un pays où la majorité de la population s'estime être victime de l'austérité.

Le soir du 25 janvier, Tsipras sait qu'il arrivera à former un gouvernement, et dans son discours, tenu en plein air devant une foule en liesse, il met l'accent sur deux notions : l'humiliation, celle qui a été subie par le peuple grec depuis 2009, année de la publication des vrais chiffres par le gouvernement Papandreou, la réaction brutale des marchés financiers, les programmes de sauvetage mis en place par l'Europe, et le contrôle exercé durant 5 ans par la Troïka qui a eu de lourdes conséquences sociales. Et la dignité, celle que doit retrouver ce peuple, revenir au rang des nations respectées, parler d'égal à égal avec les autres membres de l'UE, et réfléchir à un avenir avec de l'espoir plutôt que de la crainte. Ces mots ont touché les Grecs, bien au-delà des 36.3% obtenus par SYRIZA, et ont contribué à asseoir l'autorité d'Alexis Tsipras.

La suite des événements a été d'une rapidité inattendue : Tsipras a annoncé dès le lundi 26 janvier que son partenaire de coalition (lui apportant les sièges qui font défaut à son groupe

parlementaire pour avoir la majorité) sera ANEL, le petit parti des Grecs Indépendants. Avec ses 13 sièges, le parti participe à la constitution d'une majorité confortable.

Comment expliquer les raisons de cette coalition contre nature ? Alors que la plupart des observateurs avaient tablé sur une possible coalition avec TO POTAMI, parti de centre-gauche créé en 2014, voire avec le PASOK ou alors le nouveau mouvement de l'ancien Premier ministre Giorgos Papandreou, KIDISO (si celui-ci arrivait à faire son entrée à la Vouli, ce qui ne fût pas le cas), Alexis Tsipras semble avoir pris sa décision de coaliser avec ANEL bien avant. La caractéristique principale d'ANEL est que ce parti veut la sortie immédiate de la Grèce du « Memorandum of Understanding » qu'elle a signé avec la Troïka. Une position dure donc contre la ligne « Réformes contre financement » telle qu'elle a été pratiquée depuis 2010 par les créanciers du pays. Cette ligne dure, Tsipras ne pouvait pas la trouver ni au PASOK, ni dans le mouvement de Papandreou, et probablement pas non plus chez TO POTAMI. Deux mots encore sur ce parti, qui se présente comme un assemblage de personnalités nouvelles qui veulent apporter un nouveau souffle au pays : il avait proposé de bâtir une coalition avec SYRIZA mais aussi avec ND, et ce pour aider le pays à trouver une majorité stable. Cette attitude a dû le disqualifier dans les yeux d'Alexis Tsipras, qui compte bien mettre un coup d'arrêt aux arrangements entre partis politiques traditionnels.

Par conséquent, les possibilités de coalition étaient restreintes : les communistes du KKE maintiennent depuis toujours une ligne dure, et excluent une coalition avec qui que ce soit. Les nazis de l'Aube Dorée (XA) sont, bien entendu, une tâche dans la vie politique grecque, et gardent un statut bien à part. Les Grecs Indépendants étaient alors un partenaire de coalition logique. ANEL représente un électorat appauvri et décidé à restaurer la fierté nationale. L'électorat de SYRIZA est également appauvri, se sent en dehors du système, et souhaite une plus grande indépendance du pays. Ces deux visions n'étaient pas incompatibles. Le plus grand écart entre SYRIZA et ANEL concerne surtout les sujets sociétaux, et surtout celui de la laïcité. Tandis qu'ANEL reflète l'électeur croyant et conservateur, celui de SYRIZA est souvent athée (comme Tsipras lui-même) et souhaite des réformes sociétales tel le mariage pour tous. Cette incompatibilité sera mise de côté pour l'instant, des sujets plus brûlants attendant le pays.

Le marathon continue : Alexis Tsipras est installé comme Premier ministre le lundi suivant l'élection par le président Papoulias. Le gouvernement est, comme promis, resserré autour de 14 personnalités, même s'il y a un nombre significatif de vice-ministres et secrétaires d'Etat. La chasse au gaspillage et à la gabegie (salaires, voitures, avions officiels, etc.) est cependant immédiatement mise à exécution.

Puis, le gouvernement se met au travail, et notamment le ministre de l'Economie Janis Varoufakis, économiste averti mais plutôt néophyte en politique, qui a la charge lourde de formuler des propositions viables à ses homologues européens et l'Eurogroupe.

C'est le problème de la dette qui est abordé en priorité, puisque son montant et sa charge annuelle sont un poids insurmontable pour le pays, et les aménagements indispensables qui en découlent selon une grande majorité d'économistes. Mais au-delà des finances publiques, se pose également la question de la façon dont le nouveau gouvernement compte redonner une perspective économique à la Grèce.

Beaucoup de prose a été écrite sur le programme économique de SYRIZA, qui a, il est vrai, évolué depuis quelques années. Dans le « programme de Thessalonique » qui avait été formulé en Septembre 2014, quelques mois donc avant l'élection, les priorités vont à :

- la résorption de la crise humanitaire
- l'installation d'une justice fiscale (avec une lutte renforcée contre l'évasion fiscale)
- l'établissement d'un plan national de créations d'emplois
- ainsi qu'aux réformes politiques pour promouvoir la transparence, la démocratie participative et la liberté d'expression

En dehors du 3^{ème} point (qui comporte, outre le rétablissement de la législation du travail de l'avant-crise, la réembauche d'une partie des fonctionnaires licenciés, et le lancement d'un plan national de création d'emplois) qui peut être sujet à controverse, il est difficile de reprocher quoi que ce soit à ce programme. Ainsi, il serait faux de croire que SYRIZA va installer une économie administrée ou d'Etat, même si le secteur privé est traditionnellement faible et très parcellisé en Grèce. Le parti abrite depuis sa création en 2004 des tendances politiques diverses, mais les anti-Euro, anti-UE et anti-OTAN sont aujourd'hui minoritaires, ce qui n'a pas toujours été le cas. L'élection au poste de Premier ministre de Tsipras a unifié le discours, et les dissensions sont mises de côté pour l'instant. Sans essayer de prévoir le détail de la mise en place du programme économique qui, de plus, reste suspendu aux résultats des négociations, l'objectif de garder la Grèce dans la zone Euro est certes prioritaire. Mais il ne l'est pas à tout prix. En promettant de mettre une fin à la misère sociale, Tsipras a bien conscience que les créanciers pourraient ne pas le suivre. Le « worst case scenario », celui d'une sortie de la zone Euro suite à une panique ou une faillite bancaire, ou bien suite au non-paiement des salaires et retraites par l'Etat, suivi de l'établissement par ce dernier d'une monnaie parallèle, existe bel et bien.

Le gouvernement est conscient de ce risque, mais les Grecs le sont également. Le vote du 25 janvier a signifié la chose suivante : nous souhaitons sortir du cercle vicieux actuel. Nous ferons tout pour rester dans la zone Euro, mais si ce maintien est incompatible avec l'amélioration de nos conditions de vie, et la restauration de notre dignité, nous sommes prêts à sortir.

SYRIZA n'a, certes, récolté que 36.3%, mais une majorité d'électeurs a voté contre les deux partis précédemment au pouvoir. Ainsi, quand Tsipras demande et obtient la confiance du parlement le 11 Février, il parle de point de non-retour. Il sait qu'il a son opinion publique

GRÈCE, QUELS ENJEUX APRÈS LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ?

NOTE n° 249 - Fondation Jean-Jaurès - 18 février 2015

avec lui. Cela lui donne un avantage dans les négociations, car il est prêt à accepter le « worst case scenario ». Selon toute logique, les dirigeants européens essaieront à tout prix de l'éviter, et, par conséquent, un assouplissement de leur position est aujourd'hui l'issue non seulement la plus souhaitable mais également la plus probable.